

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

**COUR D'APPEL DE PARIS  
Pôle 6 - Chambre 11**

**ARRÊT DU 06 Octobre 2011**

(n°8, 6 pages)

Numéro d'inscription au répertoire général : **S 10/00008**

Décision déférée à la Cour : jugement rendu le 04 Décembre 2009 par le conseil de prud'hommes de PARIS - Section COMMERCE -RG n° 07/01236

**APPELANTS**

**Monsieur Michel COATANE**

41, Rue Edmond About  
92350 LE PLESSIS ROBINSON

**Madame Marie Hélène DA SILVA**

43, Avenue du 14 Juillet  
93600 AULNAY SOUS BOIS

**Monsieur Dominique DESCHAMPS**

41, Avenue Pasteur  
93140 BONDY

**Monsieur Alain DOSTES**

9, Rue Malmaison  
93170 BAGNOLET

**Madame Jeannine VIEILLARD**

58, Avenue Stalingrad  
Bât 3 Appt 206  
93205 SAINT DENIS

comparants en personne, assistés de Me Guy VIALA, avocat au barreau de l'ESSONNE

**INTIMÉS**

**SA RAILREST**

116, Rue de Maubeuge  
75010 PARIS

représentée par Me Nathalie DREUX, avocat au barreau de PARIS, toque : C1644  
et par M. Dominique JAUNEZ, Responsable Ressources Humaines

**EPIC SNCF**

34, rue du Commandant Mouchotte  
75014 PARIS

représentée par Me Michel BERTIN, avocat au barreau de PARIS, toque : R77  
substitué par Me Carole SIMONIN, avocat au barreau de PARIS

**COMPOSITION DE LA COUR :**

L'affaire a été débattue le 01 Septembre 2011, en audience publique, devant la Cour composée de :

Monsieur Jean-Michel DEPOMMIER, Président

Madame Evelyne GIL, Conseillère

Madame Isabelle DOUILLET, Conseillère

qui en ont délibéré

**GREFFIÈRE** : Mademoiselle Céline MASBOU, lors des débats

**ARRÊT :**

- CONTRADICTOIRE

- prononcé par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

- signé par Monsieur Jean-Michel DEPOMMIER, Président et par Mademoiselle Céline MASBOU, Greffière à laquelle la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

Vu l'appel régulièrement interjeté par Messieurs Michel COATANEA, Dominique DESCHAMPS, Alain DOSTES et Mesdames Marie-Hélène DA SILVA et Jeanine VIEILLARD à l'encontre d'un jugement prononcé le 4 décembre 2009 par le conseil de prud'hommes de PARIS ayant statué sur le litige qui les oppose à la S.A. RAIL REST et à la SNCF sur leurs demandes relatives à l'exécution de leur contrat de travail,

Vu le jugement déféré qui a débouté Monsieur Michel COATANEA, Monsieur Dominique DESCHAMPS et Madame Marie-Hélène DA SILVA de leurs demandes et a condamné la S.A. RAIL REST à payer à Monsieur Alain DOSTES et à Madame Jeanine VIEILLARD un rappel de salaire sur le fondement du maintien des droits individuels acquis,

Vu les conclusions visées par le greffier et développées oralement à l'audience aux termes desquelles :

**Messieurs Michel COATANEA, Dominique DESCHAMPS, Alain DOSTES et Mesdames Marie-Hélène DA SILVA et Jeanine VIEILLARD, appelants,** sollicitent la condamnation de la S.A. RAIL REST et de la SNCF au paiement des sommes énumérées pages 13 à 15 de leurs conclusions déposées le 1<sup>er</sup> septembre 2011 auxquelles il est expressément référé ;

**La S.A. RAILREST, intimée,** conclut au débouté des demandes des salariés, subsidiairement à la confirmation du jugement et requiert une indemnité de 1 500 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;

**La SNCF, intimée,** conclut au débouté des demandes des salariés ;

### **CELA ÉTANT EXPOSÉ**

Messieurs Michel COATANEA, Dominique DESCHAMPS, Alain DOSTES et Mesdames Marie-Hélène DA SILVA et Jeanine VIEILLARD ont été engagés par la Compagnie Internationale des Wagons-Lits en qualité d'agents de bord. A la suite de reprises de contrat, ils sont devenus le premier juin 2002 salariés de la S.A. RAILREST qui assure le service de bord des trains THALYS à la demande de la SNCF et des chemins de fer belges.

Ils réclament le maintien des droits acquis au titre de l'article 23 de la convention collective d'entreprise de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits leur accordant une participation sur les recettes encaissées par eux au cours du voyage.

La S.A. RAILREST fait valoir que l'accord collectif invoqué a été remplacé et que les tâches des salariés ont été profondément modifiées ce qui a rendu sans objet la prime litigieuse laquelle a été remplacée par une prime d'intéressement.

La SNCF est mise en cause comme étant conventionnellement garante des dispositions de la convention collective de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits au titre d'un accord du 4 septembre 1984. Elle dénie toute garantie, n'ayant aucun lien de droit avec les salariés, étant une entité distincte de la société THALYS INTERNATIONAL pour le compte de laquelle les prestations commerciales sont exécutées dans les trains concernés et ne faisant plus partie du groupement d'employeurs de la restauration ferroviaire signataire de la convention collective.

### **SUR CE**

*Sur la demande de rappel de salaire au titre de la rémunération variable.*

Au soutien de leur appel, les appelants, qui exposent que la convention collective nationale de l'entreprise

d'accueil, à savoir celle de la restauration ferroviaire, prévoit que le repreneur a pour obligation de maintenir aux salariés transférés leurs salaires et primes acquis, soit au titre du contrat, soit du fait d'accords collectifs, reprochent à la société RAILREST de n'avoir pas régularisé leur rémunération après la suppression unilatérale de la participation sur les recettes par un premier repreneur, la société RAILMASTERS.

Il font valoir :

- qu'aucun accord collectif n'a été conclu pour remplacer les dispositions déterminant les modalités de cette rémunération dont le taux dernièrement appliqué était de 1,9 % sur le montant des plateaux servis dans les trains.
- que cette demande de rappel de rémunération variable est formée sur le fondement du droit au maintien des avantages individuels acquis au moment de la dénonciation de l'accord "CIWLCT" en 1996.
- que la prescription quinquennale ne saurait leur être opposée dans la mesure où elle a été suspendue.

Les salariés rejettent l'argumentation adverse en vertu de laquelle la prime d'intéressement instituée provisoirement dans l'attente de la négociation d'un accord collectif conforme à la convention collective nationale de la restauration ferroviaire, le 25 juin 1996, constitue un tel avantage et ce, au motif que cette prime n'est pas fonction du chiffre d'affaire réalisé mais qu'elle est fixe, qu'elle a un caractère provisoire, qu'elle a la nature d'un engagement unilatéral et non d'un accord collectif et qu'elle n'est pas calculée sur la somme perçue au moment du transfert par chaque salarié individuellement mais qu'elle résulte d'un lissage de l'ensemble des participations individuelles.

Ils s'estiment donc fondés à prétendre à cette participation sur recettes à trois titres :

- contractuellement puisque c'est par voie d'avenant au contrat que le taux de 1,9 % a été individuellement fixé et que ce contrat de travail a été repris en l'état par RAILMASTERS ;
- soit en vertu de l'article 20-2 de la convention collective nationale ;
- soit en vertu de l'absence d'accord de substitution.

La SA RAILREST, après avoir rappelé qu'un salarié ne saurait prétendre aux avantages individuels acquis découlant d'une convention ou d'un accord collectif mis en cause et remplacé, fait valoir :

- qu'en l'espèce, en juin 1996, le transfert de l'activité des Wagons-Lits au sein de RAILMASTERS a entraîné la mise en cause automatique des avantages issus de la convention collective nationale des Wagons-Lits et notamment celle de la prime définie à l'article 23 de cette convention appelée "participation sur les recettes allouées".
- que c'est ainsi que les organisations syndicales et RAILMASTERS ont déterminé le sort des avantages conventionnels issus de cette convention postérieurement au transfert des salariés au cours de négociations .
- que le contexte lié à l'évolution de l'activité concernée avait incité à de telles négociations dès lors que le contenu de la prestation des salariés était grandement modifié : en effet, le personnel à bord, qui effectuait jusque là une véritable prestation de maître d'hôtel en assurant la gestion et le suivi des consommations auprès des voyageurs, a vu ses attributions limitées à la seule distribution de plateaux-repas prépayés avec les billets de train.
- que l'objectif de cette négociation était notamment de déterminer une solution de remplacement au versement de la prime de participation sur les recettes allouées.
- qu'il a ainsi été décidé de faire la moyenne mensuelle des éléments de calcul de la participation versée au personnel transféré sur la période de juin 1995 à mai 1996 soit 233,55 € (1 591,39 F) et de verser le résultat obtenu intitulé "pot commun" sous l'intitulé "prime d'intéressement".
- qu'il ressort de la lecture du compte rendu de la réunion syndicale du 12 juillet 1996, que les organisations syndicales de branche ont validé ce mode de versement et que lors des négociations annuelles obligatoires postérieures de 1996 à 2000 ni les organisations syndicales représentatives, ni chacun des salariés n'ont soulevé la question de la prime d'intéressement ou de la participation sur les recettes encaissées et ce, alors même que le sujet des salaires était évoqué.
- que lors de la négociation annuelle obligatoire de 2001, le sujet de la revalorisation du "pot commun" a été librement abordé et qu'à la suite de cette négociation, la prime a été augmentée en vertu d'un accord collectif.
- qu'au cours des négociations collectives postérieures à 2001, et notamment celle de 2002, les partenaires sociaux ont validé les éléments relatifs aux salaires et aux primes.

La S.A. RAILREST conclut que les appelants ne sauraient réclamer le bénéfice d'une participation aux recettes à laquelle s'est substituée une prime d'intéressement dont le montant a été entériné par accord collectif.

En l'espèce, il y a lieu de rappeler que l'article 3 de l'avenant du 4 août 1961 à l'article 23 de la convention collective nationale des wagons-lits qui régissait le contrat de travail des salariés prévoit que les sommes payées au personnel comprennent :

- une partie fixe mensuelle.
- une participation sur les recettes allouées, soit un pourcentage sur le montant de la recette totale encaissée au cours du voyage auquel il a participé, ce pourcentage étant à la date du 8 juin 1995, fixé à 1,9 % à compter du 1er juillet 1995.

Cette participation était calculée dans les trains réguliers sur la recette encaissée en restauration 1ère classe ainsi qu'au bar, le personnel recevant sa participation directement à la fin du voyage.

Il est constant que la convention collective nationale de la CIWLCT a été automatiquement mise en cause en application de l'article L. 2261-14 du code du travail, lorsque le personnel a été transféré à RAILMASTERS, et ce, conformément à l'article L. 1224-1 du code du travail.

La SA RAILREST ne saurait sérieusement se prévaloir d'un accord collectif de substitution dès lors que l'existence de celui-ci est contestée et qu'elle est dans l'incapacité de produire un document signé par l'ensemble des partenaires sociaux : en effet les documents qu'elle verse aux débats, à savoir le compte-rendu de réunion du 12 juillet 1996 entre les organisations syndicales de branche et la direction de la société RAILREST ne constitue pas un accord, faute d'avoir été ratifié, pas plus que la lettre d'information adressée à l'ensemble du personnel le 20 juin 1996, aux termes de laquelle son auteur, Monsieur Pierre de LIGNAC, directeur général, indique unilatéralement, s'agissant de l'intéressement du personnel roulant : "conformément aux dispositions de l'article 8-3 de la convention collective nationale des réseaux ferroviaires, un accord relatif à l'intéressement du personnel roulant, fonction des caractéristiques d'exploitation de RAILMASTERS et du chiffre d'affaires réalisé, sera mis en place au sein de RAILMASTERS. Dans cette attente, il est convenu provisoirement de maintenir une prime d'ancienneté conformément aux dispositions de l'avenant de la convention précitée en date du 4 septembre 1984. Cette prime est calculée comme suit : moyenne mensuelle des éléments de calcul de la participation perçue de juin 1995 à mai 1996. En tout état de cause, le montant minimum maintenu sera le MPG à chaque agent au sein de CIWLCT avant la date de transfert, conformément aux dispositions de l'avenant de la CCNRF du 4 septembre 1984".

Dans ces conditions, l'accord CIWLCT n'ayant pas été remplacé, les salariés sont fondés à se prévaloir de leur droit au maintien des avantages individuels acquis au moment de la mise en cause de cet accord, et ce, en application de la convention collective nationale de branche, à savoir celle de la restauration ferroviaire, étendue par arrêté du 22 février 1985 et donc obligatoire pour tous les employeurs du secteur d'activité, qui prévoit :

- en son article 8-3 "qu'au salaire de base brut mensuel, augmenté de la prime d'ancienneté, s'ajoute, pour le personnel roulant participant directement à l'exécution du service de restauration à bord des trains, une prime d'intéressement propre à chaque entreprise et qui est fonction des caractéristiques d'exploitation et du chiffre d'affaire réalisé"
- en son article 20-2 que "les salariés qui viendraient à l'occasion de modifications éventuelles des conditions d'exploitation de la restauration ferroviaire, à dépendre successivement d'entreprises différentes, continueront sous réserve qu'il n'y ait pas, non plus, pour un même objet, cumul avec les avantages accordés par la présente convention, à bénéficier dans les entreprises prenantes, des avantages individuels antérieurement acquis ou auxquels ils pouvaient prétendre, soit au titre de leur contrat de travail, soit du fait d'accords collectifs, la liste des avantages relevant de ces accords faisant l'objet, en tant que de besoin, d'une convention séparée, passée entre les entreprises intéressées et les organisations syndicales représentatives".

Cependant, il est constant que les nouvelles pratiques instaurées lors des transferts de contrats de travail d'abord à la société RAILMASTERS puis à la société RAILREST ont rendu impossible le maintien du mode de calcul prévu à l'accord collectif mis en cause, dès lors que l'assiette de calcul, à savoir les recettes encaissées par les salariés, a disparu.

La clause du mode de calcul de la prime résultant de l'accord collectif ne peut donc plus s'appliquer, et à défaut d'accord des parties, il appartient au juge de déterminer le dispositif applicable en fonction des accords conclus antérieurement et des critères visés au contrat et à son avenant.

Il est constant que les appelants ont continué à bénéficier de l'avantage acquis tel que résultant, tant de l'accord collectif mis en cause, que de l'avenant à leur contrat de travail qui stipulait un taux individuel

de 1,9 % : en effet, les salariés ne contestent pas avoir perçu une somme censée être égale à la moyenne de celle perçue au titre de leur prime de participation pendant les douze mois ayant précédé le transfert de leur contrat de travail à la société RAILMASTERS, selon un principe qui fait une juste appréciation des intérêts réciproques des parties.

Il résulte des pièces versées aux débats que la somme ainsi calculée est supérieure à ce qu'aurait produit l'avantage ancien pour Messieurs Michel COATANEA, Dominique DESCHAMPS et Madame Marie-Hélène DA SILVA. Elle est toutefois inférieure concernant Monsieur Alain DOSTES et Madame Jeanine VIEILLARD et il y a lieu à un rappel de salaire pour ces derniers dans le quantum fixé par le premier juge qui n'est pas sérieusement contesté dans sa détermination chiffrée et qui fait à bon droit application de la prescription quinquennale.

En effet, la prescription quinquennale est opposable aux salariés dès lors, d'une part que la détermination de la somme qui leur a été versée dans l'attente d'un nouvel accord n'était soumise à aucun élément conditionnel, d'autre part, qu'ils avaient parfaitement connaissance de tous les éléments de détermination de la partie variable qu'ils n'ont jamais contestés et qu'enfin cette prime d'intéressement n'avait aucun caractère provisoire.

Monsieur Alain DOSTES et Madame Jeanine VIEILLARD ne sont donc pas fondés à prétendre à un rappel antérieurement au 1<sup>er</sup> février 2002, dès lors qu'il ont initié leur demande le 31 janvier 2007.

Enfin le minimum de participation garantie n'a plus lieu d'être en l'espèce depuis le passage d'une prime variable à une prime fixe et a été expressément supprimé.

Le jugement déféré sera donc purement et simplement confirmé.

#### ***Sur les demandes formées à l'encontre de la SNCF.***

La SNCF conteste le jugement déféré en ce qu'il a dit n'y avoir lieu de la mettre hors de cause.

Les salariés poursuivent la confirmation de la mise en cause de la SNCF en se fondant sur les dispositions de l'article 2 de la Convention signée en 1984 et concluent à sa condamnation solidaire.

Il résulte de l'article visé que la SNCF s'engage à veiller à l'application des dispositions relatives aux conditions de garantie des avantages acquis aux agents de la Compagnie Internationale des wagons-lits et du tourisme en cas de transfert à une autre entreprise et ce, jusqu'à l'extinction des bénéficiaires, notamment en cas de dénonciation de la Convention Collective Nationale de la Restauration Ferroviaire.

Cette convention a été conclue entre les organisations syndicales et le Groupement d'Employeurs de la Restauration Ferroviaire auquel appartenait alors la SNCF.

A supposer que la SNCF qui n'a jamais eu d'activité de restauration ait effectivement démissionné de l'organisme GERF, ainsi qu'elle le soutient, il n'en demeure pas moins qu'en application des dispositions de l'article L. 2262-3 du code du travail, l'employeur démissionnaire de l'organisme postérieurement à la signature de la convention demeure lié par ces textes.

Dès lors, il y a lieu de confirmer le jugement déféré en ce qu'il a dit n'y avoir lieu de mettre hors de cause la SNCF, quand bien même les salariés n'ont jamais été liés par un contrat de travail avec elle et ont effectué des prestations de service de restauration dans le cadre de relations commerciales entre la société RAILREST et la société THALIS INTERNATIONAL auxquelles elle se dit étrangère.

Toutefois le premier juge a justement observé que le contenu de l'engagement pris par la SNCF de veiller à l'application de la convention n'est pas précisé dans son contenu et ses modalités et qu'il ne peut dès lors impliquer une compensation financière.

Le jugement sera également confirmé de ce chef.

#### ***Sur les dépens et les frais non compris dans les dépens.***

Succombant chacun pour partie en appel, Monsieur Michel COATANEA, Monsieur Dominique DESCHAMPS, Madame Marie-Hélène DA SILVA, la S.A. RAILREST et la SNCF seront condamnés in

solidum aux dépens d'appel et garderont à leur charge les frais non compris dans les dépens qu'ils ont exposés devant la cour, les dispositions prises sur les dépens et les frais irrépétibles de première instance étant confirmées.

Il y a lieu, en équité, de laisser à Monsieur Alain DOSTES et à Madame Jeanine VIEILLARD la charge de leurs frais non compris dans les dépens.

### **PAR CES MOTIFS**

#### **LA COUR**

Confirme le jugement déféré en toutes ses dispositions ;

Y ajoutant,

Condamne in solidum Monsieur Michel COATANEA, Monsieur Dominique DESCHAMPS, Madame Marie-Hélène DA SILVA, la S.A. RAILREST et la SNCF aux dépens d'appel ;

Dit n'y avoir lieu à application de l'article 700 du code de procédure civile au profit de Monsieur Alain DOSTES et de Madame Jeanine VIEILLARD.

**LE GREFFIER**

**LE PRÉSIDENT**